

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°15-DRCTAJ/1- 446

mettant en demeure la LAITERIE DE MONTAIGU de respecter certaines dispositions réglementaires applicables à ses installations de Saint Georges de Montaigu

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°14-DRCTAJ/1-34 du 27 janvier 2014 autorisant la société LAITERIE DE MONTAIGU à exploiter une unité de production de produits laitiers à Saint Georges de Montaigu ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 26.I.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, imposant la révision de l'analyse méthodique des risques lors de toute modification significative de l'installation et, a minima, une fois par an ;

Vu l'article 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé imposant une fiche de stratégie de traitement ;

Vu l'article 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé imposant un plan de surveillance ;

Vu l'article 26.I.1.c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé imposant des procédures en période d'arrêt et redémarrage ;

Vu l'article 26.VI de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé imposant un panneau signalant l'obligation du port des équipements de protection individuels ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 1<sup>er</sup> juillet 2015, transmis à l'exploitant par courrier en date du 1<sup>er</sup> juillet 2015, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant, transmises par courrier du 9 juillet 2015;

Considérant que lors de la visite du 25 juin 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pu justifier la révision de l'analyse méthodique des risques au cours de la dernière année et suite à la mise en fonctionnement d'une nouvelle installation en 2015 ;

Considérant que lors de la visite du 25 juin 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pu présenter de fiche de stratégie de traitement pour la tour EVAPOI ;

Considérant que lors de la visite du 25 juin 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pu présenter de plan de surveillance de la tour 6 ;

Considérant que lors de la visite du 25 juin 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pu présenter de procédures en périodes d'arrêt et redémarrage pour la tour 6 ;

Considérant que lors de la visite du 25 juin 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de panneau, apposé de manière visible, signalant l'obligation du port des équipements individuels de protection, masques notamment, au niveau de la tour 6 ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 26.I.1.a, 26.I.1.b, 26.I.1.c et 26.VI de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

Considérant que ces manquements ne permettent pas de protéger certains intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LAITERIE DE MONTAIGU de respecter les dispositions des articles 26.I.1.a, 26.I.1.b, 26.I.1.c et 26.VI de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

## ARRETE

Article 1 : La société LAITERIE DE MONTAIGU, exploitant une unité de production de produits laitiers, zone industrielle du Planty à Saint Georges de Montaigu, est mise en demeure de respecter les dispositions :

- de l'article 26.I.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé en réalisant la révision de l'analyse méthodique des risques, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- de l'article 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé en établissant une fiche de stratégie de traitement pour la tour EVAPOI, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- de l'article 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé en établissant un plan de surveillance pour la tour 6, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- de l'article 26.I.1.c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé en établissant les procédures en période d'arrêt et redémarrage pour la tour 6, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- de l'article 26.VI de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé en mettant en place un panneau, apposé de manière visible, signalant l'obligation du port des équipements individuels de protection, masques notamment, au niveau de la tour 6, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : L'exploitant adressera au préfet de la Vendée, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des sanctions pénales encourues,

il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint Georges de Montaigu et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture - bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 11 AOUT 2015

Le Préfet,



Jean-Benoît ALBERTINI

Arrêté n°15-DRCTAJ/1-446

mettant en demeure la LAITERIE DE MONTAIGU de respecter certaines dispositions réglementaires applicables à ses installations de Saint Georges de Montaigu